

Le conflit actuel en Ukraine est le dernier épisode en date des efforts déployés par le président russe pour faire revivre les jours de gloire de son pays. Enraciner les ambitions impériales dans de vieux mythes nationaux est aussi dangereux pour la Russie que partout ailleurs. Et la principale victime pourrait être la Russie elle-même.

D'autres conflits naîtront de la profonde crise d'identité dont souffre la Russie

Le monde n'est pas confronté à une «crise ukrainienne», mais plutôt à une crise russe. C'est ce qu'a déclaré la nouvelle ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, lors de la dernière conférence de Munich sur la sécurité, qui a été dominée par la situation en Europe orientale.

En fait, la crise russe est encore plus profonde que ce à quoi Madame Baerbock faisait allusion. Nous assistons en réalité au dernier épisode d'un processus plus long. La Russie se pose la question de savoir si elle est un État-nation ou un empire en devenir, et tant que cette question fondamentale ne sera pas résolue, des conflits comme celui qui touche l'Ukraine se poursuivront sous diverses formes.

Sur le papier, l'Union soviétique était une fédération multinationale de républiques. En pratique, les Russes étaient solidement aux commandes d'un régime étroitement contrôlé, dirigé par le parti communiste. L'effondrement de l'Union soviétique s'explique notamment par le fait que nombre des républiques qui la composaient sont devenues des États-nations en devenir ou, comme dans le cas des républiques baltes, ont cherché à recouvrer leur indépendance.

Le facteur le plus important a été le référendum ukrainien de décembre 1991, au cours duquel une majorité écrasante a voté pour l'indépendance. Mais les efforts déployés en coulisses par le président russe de l'époque, Boris Eltsine, pour affirmer la souveraineté de la Russie ont également joué un rôle important.

Aux origines de la crise russe

À l'époque, le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev luttait encore pour préserver certaines structures étatiques, et il a répondu avec une certaine hostilité aux aspirations exprimées par les trois républiques baltes. Mais il a été contrecarré par Eltsine, qui a reconnu l'indépendance de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie avant même le référendum ukrainien.

C'est le début de la crise russe actuelle, alimentée par le conflit entre la construction d'un État et d'une économie modernes, d'une part et la nostalgie impériale, d'autre part. En conséquence, la modernisation économique et politique de la Russie a été entravée et la sécurité de ses voisins a été mise en doute.

La meilleure façon pour la Russie de garantir sa propre sécurité serait d'entretenir des relations amicales avec ses voisins, afin qu'ils puissent eux-mêmes se sentir en sécurité et bénéficier de stabilité. Mais elle ne l'a pas fait, et aujourd'hui, un nombre croissant d'Ukrainiens veulent rejoindre l'Otan. Aussi irréaliste que cela puisse paraître, ils reconnaissent que leurs propres aspirations nationales sont directement menacées par le revanchisme impérial russe.

Vision tsariste

Dans un essai tristement célèbre publié en juillet dernier, le président russe Vladimir Poutine a exprimé sa vision d'un grand empire slave, évoquant le régime tsariste du XIXe siècle, plutôt que l'Union soviétique. Percevant l'opportunité de promouvoir cette vision, il a conçu et organisé la crise actuelle.

Mais les machinations de Poutine ne sont pas nouvelles. En 2014, il a annexé la Crimée et lancé une incursion dans la région de Donbas, dans l'est de l'Ukraine, parce qu'il voulait empêcher l'Ukraine de chercher à se rapprocher de l'Union européenne. Même si cela n'aurait pas porté atteinte à la coopération de l'Ukraine avec la Russie ou menacé la sécurité russe, ces développements allaient à l'encontre du rêve quasi impérialiste de Poutine.

Poutine a porté son fantasme à un nouvel extrême dans son récent discours annonçant que la Russie reconnaîtrait l'indépendance des deux régions séparatistes de Donbas qu'elle soutient depuis 2014. Poutine a ouvertement remis en question l'existence d'une nation ukrainienne et a insisté sur le fait que l'Ukraine est une «terre historiquement russe.» Bien qu'il existât un État Kievan Rus bien avant l'apparition de toute Russie, Poutine attribue l'émergence d'un État ukrainien à Lénine et aux bolcheviks.

L'Allemagne a assumé son passé. Ce n'est pas le cas de la Russie. Tant qu'elle ne le fera pas, toute l'Europe, mais surtout la Russie elle-même, continuera à souffrir.

L'ironie de cette stratégie fondée sur l'Histoire est que si l'on étudiait l'Europe d'il y a mille ans, il n'y aurait pas de Russie à proprement parler. Des structures étatiques slaves rudimentaires avaient commencé à émerger dans la région s'étendant de Novgorod à Kiev, le long des anciennes routes commerciales entre la mer Baltique et la mer Noire. Constantinople était la métropole impériale. Ce que nous appelons aujourd'hui la Russie ne prendra forme que des siècles plus tard, à la suite d'une expansion militaire progressive dans différentes directions.

Vieux mythes nationaux

Fonder les ambitions impériales sur de vieux mythes nationaux est aussi dangereux dans le cas de la Russie que partout ailleurs. L'Europe ne peut connaître la paix que si toutes les frontières et limites que l'Histoire a produites (généralement au prix d'effusions de sang) sont pleinement respectées. La Russie aurait déjà dû apprendre à vivre en harmonie avec ses voisins. Après la scission sino-soviétique, l'Union soviétique a stationné d'importantes forces militaires le long de sa frontière avec la Chine et un violent conflit a éclaté pendant sept mois en 1969. Mais les deux pays ont désamorcé la situation, et tous deux s'en portent mieux aujourd'hui.

Certes, le chemin à parcourir pour établir le même type de relation entre la Russie et l'Ukraine est beaucoup plus long. Le comportement de Poutine a, à juste titre, rendu les Ukrainiens hostiles à l'égard de la Russie. À moins que la Russie ne se recentre sur la construction de son avenir, au sein de ses propres frontières, la région restera plongée dans un climat d'insécurité, au plus grand préjudice de la Russie.

Je me souviens encore d'une conversation que j'ai eue il y a plusieurs décennies avec l'ancien chancelier allemand Helmut Kohl, un homme d'État très au fait de l'Histoire européenne. En parlant du Luxembourg, il a fait remarquer que l'Allemagne est en sécurité parce que même son plus petit voisin la considère comme une amie proche. L'Allemagne a assumé son passé. Ce n'est pas le cas de la Russie. Tant qu'elle ne le fera pas, toute l'Europe, mais surtout la Russie elle-même, continuera à souffrir.

Copyright: Project Syndicate, 2022



Carl Bildt

Ex-ministre des Affaires étrangères et Premier ministre de la Suède

Coprésident du Conseil européen

Le fédéralisme à quatre est-il révolutionnaire?



Willem Sas

Professeur d'économie publique à l'université de Stirling et affilié à la KU Leuven

Celui qui veut une Belgique plus efficace et moins complexe doit oser poser les bonnes questions. Le rôle de Bruxelles et la relation des Flamands et des Wallons avec leur capitale, est fondamental à cet égard.

Pour qui trouve la structure de l'État belge trop complexe et inefficace, les dernières semaines auront été porteuses d'espoir. Les préparatifs de la grande enquête auprès des citoyens ont démarré sur les chapeaux de roue et une étude récente a calculé différents scénarios pour une Belgique plus efficace.

Pour la première fois dans notre histoire, on réfléchit véritablement à une réforme de l'État, sans tabous. Pour la première fois, les vraies questions sont posées, auxquelles seuls les citoyens peuvent répondre.

Cette réflexion est nécessaire, car en Belgique, nous excellons dans la complexité pour des raisons historiques. Contrairement à d'autres fédérations où des États fédérés distincts mènent leur barque à côté d'un gouvernement fédéral, en Belgique, nous avons deux types d'autorités régionales. Les Régions avec les compétences sur le terrain (comme le marché du travail, le transport et la mobilité) et les Communautés avec les compétences comme l'éducation, le bien-être et la culture. À Bruxelles, les deux se chevauchent, de sorte que quatre autorités sont en réalité concernées: le fédéral, l'autorité bruxelloise, et, par l'intermédiaire des commissions flamande (VGC) et française (COCOF), les Communautés.

Une structure moins complexe comme en Suisse ou en Allemagne présente déjà un avantage majeur: la transparence. L'électeur est plus à même de savoir qui mène la barque et les politiciens auront moins de chances de s'en tirer en prétextant que la compétence est ailleurs. Moins de postes, plus de poids.

Des chercheurs des universités de Bruxelles, Namur et Liège ont étudié pareille approche, appelée «fédéralisme à quatre». Dans un premier scénario, les Communautés seraient complètement absorbées par les Régions, ne laissant qu'une Région flamande, wallonne, bruxelloise et germanophone. Un scénario qui ne manque pas de soulever des questions.

Nature métropolitaine

Après tout, l'étude montre que les deux Communautés dépendent actuellement plus d'argent dans la capitale que ce que prévoient les subventions qui les financent. La nature métropolitaine de Bruxelles en est l'explication logique. L'éducation coûte plus cher par élève, parce que la diversité s'accompagne de plus de défis, et

comme Bruxelles a une population relativement jeune, il y a aussi un effet de volume.

Les institutions culturelles sont également généreusement financées, précisément parce qu'elles s'adressent à des publics plus nombreux que les seuls Bruxellois. Le déficit qui serait absorbé par la région bruxelloise s'élèverait donc à 1,1 milliard en 2025, réparti à parts égales entre écoles ou institutions flamandes et francophones.

Rien de surprenant...

En soi, ce déficit n'est pas surprenant et il confirme les calculs antérieurs que nous avons effectués pour la plate-forme de réflexion «Repenser la Belgique». Cela ne signifie pas non plus qu'une formule comportant quatre sous-parties ne serait pas envisageable.

Par exemple, l'étude calcule un deuxième scénario, dans lequel le FCC et la COCOF continuent d'exister et peuvent être directement financés et organisés à partir des nouvelles sous-régions de Flandre et de Wallonie. Dans ce scénario, le lien avec la Flandre et la Wallonie n'est pas complètement rompu.

Un résultat plus frappant est que Bruxelles comblerait largement le déficit de 1,1 milliard si son financement (impôt régional et subventions) était basé sur le principe du lieu de travail plutôt que sur celui de la résidence. Cela prouve une fois de plus que la Région bruxelloise est en réalité trop petite et qu'elle est enfermée dans son propre arrière-pays économique.

Dans une réalité alternative

Dans une réalité alternative où la sous-région bruxelloise coïnciderait avec l'ancienne province du Brabant, davantage de dépenses seraient engagées en son centre (l'actuelle région bruxelloise) et une plus grande partie des recettes serait perdue sur la base de la résidence dans l'arrière-pays (l'actuel Brabant flamand et wallon). Le déficit de 1,1 milliard est donc le revers de la création de richesse de Bruxelles, qui ne lui revient pas via ses recettes régionales, mais reste dans les actuelles Régions flamande et wallonne.

Une sous-région du Brabant aurait immédiatement les proportions de l'Île-de-France et deviendrait l'une des régions les plus riches d'Europe.

Ce déséquilibre est moins prononcé autour d'autres métropoles telles que Paris, Berlin ou Vienne, car ces sous-régions sont suffisamment grandes. Une sous-région du Brabant, par exemple, aurait immédiatement les proportions de l'Île-de-France et deviendrait l'une des régions les plus riches d'Europe. Les problèmes transfrontaliers liés à la mobilité (réseau express vers la Flandre et la Wallonie) ou à l'activation (remplir les postes vacants flamands avec des résidents bruxellois multilingues) seraient enfin abordés.

Les questions clés

Les questions clés, auxquelles il faut répondre dans une enquête menée auprès des citoyens, apparaissent dès lors évidentes. Si nous ne voulons pas nous défaire du lien avec Bruxelles, si nous respectons le caractère unique de Bruxelles, mais si nous ne voulons pas non plus une extension de l'actuelle Région bruxelloise, pouvons-nous rester aveugles au manque de financement et de coopération? Voulons-nous un enseignement bruxellois (multilingue) à long terme, et qui le financera et l'organisera? Allons-nous renforcer la communauté métropolitaine autour de Bruxelles pour favoriser la coopération? Le niveau fédéral peut-il changer la donne en matière de pouvoirs transfrontaliers? En bref, pouvons-nous penser au-delà des frontières sans déplacer les frontières régionales?